

Le Président des villes en robe des champs

L'essentielle ▽ Demain, Emmanuel Macron déambulera dans les allées du Salon de l'agriculture. Impossible de prévoir l'accueil qui lui sera réservé, entre défiance et espoir. L'agribashing sera dans tous les esprits.

C'est une drôle de ligne de crête, un en « même temps » d'équilibriste. Presque la quadrature du cercle. Demain, durant des heures, Emmanuel Macron va devoir silloner les allées du Salon de l'agriculture, qui s'ouvre à Paris porte de Versailles, sans pour autant remettre en question sa volonté de faire de l'écologie l'un des piliers de la seconde partie de son mandat. Mais comment serrer des mains tannées par la terre, boire des verres de « rouge » avec des vignerons, tâter des croupes de vaches avec des éleveurs, bref tenter de séduire le monde agricole sans renier ses engagements écologiques ? Le chef de l'Etat, adepte des théories paradoxales, va s'y employer. Car le locataire de l'Elysée, qui s'est souvent montré clivant au début de son quinquennat, souhaite aujourd'hui apaiser les tensions, de plus en plus violentes, qui traversent la société française. Lorsqu'il a reçu *La Dépêche du Midi*, mercredi, dans le Salon Vert de l'Elysée, il a rappelé cet impératif de réconciliation entre la France des villes et celle des champs. Ou plutôt celle des écologistes et celle des autres. Selon lui, l'agriculture française doit changer de modèle et cela ne peut se faire ni contre les agriculteurs ni sans les consommateurs qui doivent les soutenir.

Christelle Bertrand



Comme l'an dernier, Emmanuel Macron va devoir se prêter à l'exercice imposé du Salon de l'agriculture./AFP

Mais cette offensive envers le monde agricole ne va pas sans arrières pensées politiques. En effet, les municipales arrivent, et derrière elles les présidentielles. Or le monde agricole penche de plus en plus fortement vers le Rassemblement national. Tout en jouant la carte de l'écologie, et donc sans s'aliéner son socle électoral, Emmanuel Macron veut donc ramener à lui une partie de cet électorat prêt à entamer le chemin de la transition. Car, assure son entourage, l'environnement sera, en 2022, la ligne de clivage entre le RN et LREM.

LA FRANCE AGRICOLE, TERRE D'EMPLOI

L'agriculture et l'agroalimentaire en France ont du mal à trouver suffisamment de bras, avec 70 000 postes non pourvus, selon la présidente du premier syndicat agricole FNSEA, Christiane Lambert.

« Notre secteur recrute, nous proposons chaque année un million de contrats à durée déterminée, 32 000 contrats à durée déterminée, et nous formons 80 000 apprentis, mais nous avons toujours 70 000 postes non pourvus », a-t-elle déclaré. Le thème principal du Salon est cette année « l'agriculture vous tend les bras ». Le syndicat organisera no-

tamment un « job dating » pour mettre en relation une centaine de candidats avec une centaine d'entreprises, dans l'espoir d'attirer des jeunes vers les métiers de l'élevage, de l'agriculture ou de la transformation alimentaire.

Beaucoup d'autres initiatives autour de la formation sont prévues sur le salon lui-même. Une ferme pédagogique, intégrant basse-cour, étable et écurie, ainsi qu'un cabinet de vétérinaire spécialement dédié aux enfants seront ainsi installés pour susciter et développer des vocations, à l'aide d'ateliers pédagogiques.

« Notre modèle doit changer »

Emmanuel Macron
Président de la République

Vous allez visiter le Salon de l'agriculture, samedi, dans un contexte très particulier. Les agriculteurs français se sentent mal aimés, se disent victimes d'agribashing. Les comprenez-vous ?

Nous sentons aujourd'hui une tension forte dans la société et il faut à la fois protéger les agriculteurs contre les stigmatisations dont ils sont l'objet et réussir la transformation du modèle agricole. Les tensions, on les sent sur l'élevage et le bien-être animal, sur l'agriculture et l'utilisation des pesticides. Je ne tolérerai aucune violence à l'encontre des agriculteurs. C'est pour cela que nous avons mis en place une cellule dite Déméter avec un numéro spécial de secours car on ne peut pas accepter que des citoyens viennent agresser des agriculteurs ou effectuer des intrusions dans des élevages.

Mais les militants disent que cette cellule de la Gendarmerie à pour but de confisquer le débat. Est-ce vrai ?

Il y a une perte de repères chez certains qui veulent se faire justice eux-mêmes. Mais la République, ce n'est pas cela ! Qu'il y ait des lanceurs d'alerte, c'est une chose ; mais on ne peut pas accepter cette forme d'activisme violent.

Vous placez l'acte 2 de votre quinquennat sous le signe de l'écologie. Est-ce conciliable avec le maintien d'une agriculture, plutôt intensive, telle qu'on l'a connue jusqu'ici ?

Nous avons à accomplir une révolution aussi profonde que celle qui fut accomplie dans les années soixante lorsque nous avons bâti une agriculture pour nourrir les Français. Notre modèle doit progressivement changer. Tout d'abord, il faut que le revenu des agriculteurs s'améliore pour qu'ils puissent effectuer cette transition dans de bonnes conditions. C'est l'objectif des Etats généraux de l'alimentation, la loi EGALIM, les plans de filière. Ensuite, il faut avancer filière par filière. Ainsi, la filière volaille a beaucoup travaillé. On l'a accompagné, en coopération avec l'Allemagne, pour sortir du broyage des poussins mâles et développer le sexage par sélection génétique. Sur la viande bovine, la filière s'est organisée autour d'un acteur dominant, qui veut essentiel-

lement acheter de la viande hachée et ne veut pas que les prix montent. Je me suis mobilisé pour développer l'exportation en Chine, les éleveurs travaillent à une meilleure organisation.

À ce propos, le glyphosate doit être interdit en 2021 ce qui inquiète le monde agricole, faut-il assouplir les délais ?

J'ai toujours indiqué que nous ne laisserions pas les agriculteurs sans solutions. Le Gouvernement a saisi l'Anses et l'Inra pour identifier les alternatives viables et pour organiser une sortie du glyphosate sur des bases objectives. D'ores et déjà l'Anses n'a pas renouvelé 36 demandes sur 69 produits autorisés. D'ici la fin de l'année, l'Anses aura déterminé les usages et les doses autorisées afin de sortir du glyphosate dès lors qu'il y a des alternatives viables pour nos agriculteurs. Sur la base des travaux déjà réalisés, il est possible d'envisager une réduction très importante des quantités utilisables en viticulture ou en arboriculture, nous aurons prochainement les éléments pour les grandes cultures. Les impasses identifiées par l'Inra en 2017 seront prises en compte : terrains non mécanisables, agriculture de conservation des sols, cultures légumières sous contrat.

L'objectif de 2021 est-il tenable ?

Il ne sera pas tenable sur la totalité des exploitations.

Concernant les zones de non-traitement, doit-on aller vers plus de tolérance ?

Les zones de non-traitement ne sont pas un choix souverain du Président de la République, c'est un problème de santé publique documenté par l'ANSES. Et surtout, c'est une décision de justice, du Conseil d'Etat, qui a en quelque sorte condamné le Gouvernement à fixer des règles. On va accompagner les agriculteurs concernés. Il faut que les chartes locales permettent de renouer le dialogue, de mettre en place des mesures discutées au plus près du terrain. Nous avons aussi décidé de mettre en place un dispositif d'aide exceptionnelle de 25 millions d'euros pour accompagner les agriculteurs dans ces situations. Il y aura une tolérance sur les semis de printemps dans les conditions prévues par les textes.

Est-ce que les conclusions de la Convention citoyenne ne risquent pas de froisser davantage le monde agricole ?

Il faut accepter de changer nos habitudes de toutes parts. Accepter de changer nos prati-



« Nous ne laisserons pas les agriculteurs sans solutions », affirme Emmanuel Macron. / Photos Centre-France

“

Le Rassemblement national vit sur les peurs, c'est son intrant à lui, pas besoin de pesticides.

”

ques agricoles et accepter aussi de changer nos habitudes de citoyen et de consommateur. Je crois aussi beaucoup à la science et à l'accompagnement. L'accompagnement par l'investissement public, c'est le plan d'investissement agricole de 5 milliards. Nous allons aussi investir dans l'accompagnement par la recherche publique, avec la création de l'Inrae. Nous avons lancé un programme de recherches, doté de 30 millions d'euros pour cultiver et protéger autrement afin de développer des pratiques innovantes.

La loi Alimentation, qui promet de rémunérer les agriculteurs en fonction de leurs coûts de production, ne tarde-t-elle pas à produire ses effets ?

La loi commence à produire des effets. Le fait de tout ça, c'est bâtir des indicateurs puis organiser le dialogue dans la filière. Cela suppose aussi que tous les acteurs de la chaîne soient responsables. Je salue Lidl par exemple, qui contractualise, donne du prix et de la visibilité. Nous avons multiplié les contrôles : Résultat : 4 millions d'euros d'amendes ont été prononcées envers les distributeurs pour non-respect des règles. Nous avons assigné Leclerc. La grande difficulté que nous rencontrons, ce sont ceux qui essayent de contourner la loi avec leurs centrales d'achats en Belgique ou ailleurs. Ce ne sont pas des tendres, moi non plus, ça tombe bien.

Les viticulteurs sont victimes des sanctions américaines. Allez-vous accepter de mettre les produits agricoles dans la négociation globale comme vous le demande Donald Trump ?

L'agriculture française a été ciblée. Ce que je souhaite désormais obtenir, c'est un fonds de soutien pour les agriculteurs qui sont touchés par ces mesures. J'en ai fait la demande à la Commission européenne. Sur le paquet global : il n'y a pas de négociation possible parce que les normes sanitaires, les normes phytosanitaires et les normes environnementales ne sont pas les mêmes. On ne peut pas enclencher des négociations commerciales avec une puissance économique qui a décidé qu'elle ne respecterait pas les accords de Paris. **Les Pays-Bas ont ratifié le CETA de manière très juste. Vous avez dit que vous ne signeriez pas le Mercosur.**

C'est toujours le cas ?

Dans le Mercosur, il y a le Brésil. Le Brésil a indiqué qu'il ne respecterait pas les accords de Paris. Ce pays a une politique de déforestation assumée. Donc, je ne signerai pas un accord avec un pays qui a ces pratiques. Pour le CETA, c'est très différent. Le Canada a signé et ratifié les accords de Paris. De plus, nous avons mis en place un mécanisme de veto climatique qui empêche les investisseurs privés de contourner les réglementations environnementales. Les Le CETA, depuis deux ans, c'est + 16 % d'exportations françaises vers le Canada depuis deux ans, + 11 % d'exportations de vins français vers le Canada, + 46 % d'exportations françaises de fromages vers le Canada, une augmentation de 71 % des investissements canadiens en France qui ont permis de créer 25 000 emplois.

Vous nous parlez à la veille du Salon de l'agriculture mais aussi à quelques semaines des élections municipales. Beaucoup d'agriculteurs sont tentés par le RN de Marine Le Pen. Est-il encore possible de les retenir ?

Je veux leur parler à travers vous, leur dire : ne cédez pas aux sirènes d'un parti qui vous propose de sortir de l'Europe car la seule voie possible c'est l'Europe, que ce soit pour garantir des revenus ou pour concilier une agriculture capable d'assurer une souveraineté alimentaire tout en préservant l'environnement. Le Rassemblement national vit sur les peurs, c'est son intrant à lui, ou les peurs font faire beaucoup de bêtises. Sortir de l'Europe, comme le propose le Rassemblement national, c'est condamner l'agriculture française en livrant à eux-mêmes nos agriculteurs sans aide ni protection.

Comment le président des villes peut-il parler au monde des champs ?

On m'a déjà collé beaucoup d'étiquettes un peu partout (*Il tapote sa veste et sourit*). Je suis le président des Français et des Françaises avec un attachement particulier à l'agriculture qui participe de l'art d'être français. Les agriculteurs illustrent l'attachement au travail, qui avec l'école et la santé, sont les fondamentaux de ce à quoi je crois.

Propos recueillis par Christelle Bertrand

